

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU 21 JUIN 2018

Titulaires présents		Excusés
ALZURI Emmanuel	HOURCADE Robert	CACHENAUT Bernard
BISAUTA Martine	KEHRIG COTTENÇON Chantal	CARPENTIER Vincent
BONNAMY Eric	LAFLAQUIERE Jean-Pierre	FOURNIER Jean-Louis
CHARRON Martine	LESPADE Jean-Marc	IRIGOYEN Jean-François
DAGORRET François	NARBAIS-JAUREGUY Eric (jusqu'au rapport n°17)	JUHEL Laurent
DARRIBEROUGE Louis	NEYS Philippe	VEUNAC Michel
ETCHEGARAY Jean-Pierre	NOUSBAUM Pierre-Marie	
ETCHEGARAY Jean-René	OLIVE Claude	
GONZALES Christian	PONS Yves	
HACALA Germaine	SALDUCCI Jean-Paul	
HIRIART-URRUTY Argitxu		

Suppléants présents mandatés par des titulaires

Titulaires excusés	Suppléants désignés
IBARLUCIA Michel	FOURQUET Guillaume
LASSERRE-DAVID Florence	GOURGUES Jean-Paul
MENDIBURU Paul	BETBEDER Lucien (jusqu'au rapport n°20)
VEUNAC Jacques	DUFAU Daniel

Procurations de titulaires excusés à des titulaires

Titulaires excusés	Titulaires désignés
BAUDRY Paul	OLIVE Claude
CARASCO Olivier	ETCHEGARAY Jean-René
SOROSTE Michel	SALDUCCI Jean-Paul
THEBAUD Marie-Angé	BISAUTA Martine

Secrétaire de Séance : Eric BONNAMY

OJ N°8 : TRANSFERT DE LA COMPETENCE TRANSPORTS ENTRE LE SYNDICAT DES MOBILITES PAYS BASQUE-ADOUR ET LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE

L'adoption de la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite « loi MAPAM » ou « loi MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ont élargi et accru les compétences des Autorités Organisatrices des Mobilités Durables (AOMD).

Le Syndicat des mobilités dispose de plein droit de la compétence de transports publics sur le périmètre du ressort territorial composé de 159 communes (158 communes de la Communauté d'Agglomération Pays Basque et la commune de Tarnos) et la Région Nouvelle-Aquitaine est compétente en tant qu'Autorité Organisatrice de transports publics non urbains.

Cette évolution institutionnelle implique que les deux AOMD s'entendent en perspectives d'une part, d'assurer la continuité du service public de transport sur les lignes régulières pénétrant dans le ressort territorial du Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour, ainsi que d'organiser les lignes interurbaines à l'intérieur du ressort territorial ;

SYNDICAT DES MOBILITES PAYS BASQUE-ADOUR

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

et d'autre part, d'organiser le transfert des prestations de transports scolaires intégralement compris dans le ressort territorial du Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour.

En conséquence, les parties conviennent de définir, par convention, les modalités d'organisation et de fonctionnement des prestations de transports publics à l'intérieur du ressort territorial du Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour. Faute d'être parvenues à un accord sur les modalités financières, une convention provisoire, relative à la délégation de compétence transports du Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour, a été signée entre la Région Nouvelle Aquitaine et le Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour, le 27 décembre 2017, pour une durée de 6 mois.

A ce jour, les modalités financières ont été définies. Il convient donc de proposer une convention de transfert de la compétence transport scolaire et transport interurbain entre la Région Nouvelle-Aquitaine et le Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour avant le 30 juin 2018.

Au vu de ces éléments, il est proposé au Comité Syndical de valider la convention de transport de la compétence transport ci-annexée et d'autoriser le Président à la signer.

ADOpte A L'UNANIMITE

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.


Certifié exécutoire.

Transmis à la Sous-Préfecture

De Bayonne le ...2.2...JUN 2018...

Affiché le ...2.2...JUN 2018

Le Président,



Claude OLIVE

SYNDICAT DES MOBILITES PAYS BASQUE-ADOUR

Tel : 05 59 44 74 88 – Fax : 05 59 44 72 99

Acte certifié exécutoire



- Par publication ou notification le 22/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 22/06/2018